

## Première partie

### 1. Vous montrerez comment une dépression économique peut être source de déflation.

(Toile SES)

*Définition «dépression économique»* comme récession aggravée, cumulative (cercle vicieux auto-entretenu). / 0,5

*Définition «déflation»* comme baisse cumulative des prix / 0,5

- *Affirmation* : une dépression économique peut être source de déflation
- *Explicitation* : les agents économiques forment des anticipations pessimistes du fait de la crise, ils augmentent donc leur épargne de précaution pour se prémunir d'éventuelles difficultés à venir, aussi pour accroître leur épargne, ils sont contraints de diminuer leurs dépenses de consommation (ou d'investissement). Cette diminution entraîne donc la hausse des inventus pour les entreprises qui vont être tentées de baisser leurs prix pour écouler leurs stocks ce qui va entraîner une déflation. / 1
- *Illustration* : en Europe, après la crise des subprimes de 2008-2009, plusieurs pays ont connu une période de déflation. / 0,5

### 2. Quel est le rôle du capital culturel dans la mobilité sociale ?

(Annabac)

Capital culturel : Ensemble des normes, valeurs, goûts et aptitudes relatives au savoir et qui s'incarne dans le langage, les savoirs savants, l'ensemble des biens culturels possédés : livres, ordinateur..., et les titres scolaires : diplômes).

Il se résume globalement par le niveau d'instruction. Le capital culturel se transmet d'abord et surtout au sein de la famille (via la socialisation) puis par l'École.

La mobilité sociale, c'est-à-dire le changement de position sociale intra ou intergénérationnelle, dépend en grande partie du niveau de diplôme et donc du rôle de l'école. Mais le capital culturel est aussi d'origine familiale, ce qui peut en faire un facteur de reproduction sociale.

Dans les sociétés démocratiques, les positions sociales sont attribuées, selon le principe **méritocratique** et **d'égalité des chances**, par le parcours scolaire et l'accès aux diplômes. Par exemple, près de 70 % des cadres n'ont pas des parents cadres. C'est grâce à l'obtention d'un titre universitaire, tel qu'un master, qu'ils ont pu accéder à ce statut socioprofessionnel et être ainsi en situation de mobilité ascendante.

Mais, comme l'a montré Pierre Bourdieu, **les pratiques culturelles de la famille, variables d'un groupe social à un autre, ont un effet sur le choix des études et sur les chances de les réussir.** Le capital culturel favorise ainsi une reproduction intergénérationnelle des positions sociales. Si plus de la moitié des fils d'ouvriers sont eux-mêmes devenus ouvriers, c'est que **leur capital culturel n'est pas en phase avec les attentes de l'école**, ce qui explique un échec scolaire plus important.

Le capital culturel joue un rôle déterminant dans la mobilité sociale. Si sa composante scolaire est essentielle pour connaître une **mobilité sociale ascendante**, sa composante familiale, elle, favorise la **reproduction sociale**.

**Vous présenterez le document puis vous mettrez en évidence l'évolution du patrimoine brut des ménages en France entre 1998 et 2010**

(Annabac)

### Introduction

Ce document est un diagramme en tuyaux d'orgue ou en bâtons, qui présente l'évolution en pourcentage du **patrimoine brut** des ménages français entre 1998 et 2010, répartis en **déciles de populations** classées par patrimoine brut croissant. Il est obtenu à partir des enquêtes patrimoine de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), réalisées en 1998, 2004 et 2010.

### Développement

L'évolution du patrimoine brut des ménages, c'est-à-dire l'ensemble des **actifs financiers et non financiers** qu'ils possèdent à un moment donné, n'est pas homogène selon les déciles de population. En effet, sa croissance est plus importante à partir de la médiane. La masse de patrimoine brut des 50 % des Français les mieux dotés a progressé de 120 à 130 %. En revanche, la masse de patrimoine brut appartenant aux 30 % les plus pauvres ne s'est accrue que de 10 à 20 %. En situation intermédiaire, pour les Français appartenant au 4<sup>e</sup> décile (« de D3 à D4 »), le patrimoine brut a augmenté de 70 %. Les patrimoines bruts des ménages se situant dans la moitié la plus aisée de la population ont progressé globalement de 3,5 à 6,5 fois plus que les patrimoines bruts des trois premiers déciles.

La comparaison des évolutions sur les deux périodes montre que par ailleurs l'**accroissement** n'est pas le même sur chaque sous-période. En effet, pour les trois premiers déciles, la croissance est identique, voire plus importante sur la période 1998-2004 que sur la période 2004-2010. En revanche, à partir du quatrième décile, la croissance du patrimoine brut s'accélère sur la seconde période, notamment pour la médiane et le dernier décile (les 10 % les plus riches). En effet, la croissance du patrimoine du groupe médian est de vingt points plus forte sur la période 2004-2010, de même que pour les 10 % les plus riches. Entre 2004 et 2010, les patrimoines bruts des 70 % des ménages les plus riches ont progressé plus vite, alors que celui des 30 % des ménages les plus pauvres progressait plus faiblement qu'entre 1998 et 2004.

### Conclusion

L'évolution du patrimoine brut réparti par décile de population entre 1998 et 2010, a été différenciée selon les déciles et les périodes. Les patrimoines bruts les plus importants ont progressé le plus rapidement, en particulier entre 2004 et 2010.

**Sujet : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous expliquerez pourquoi les trois types d'instruments utilisés en matière de politiques climatiques sont complémentaires.**  
(Correction avec Annabac)

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par l'activité économique sont responsables du changement climatique. En tant qu'externalités négatives, elles constituent des défaillances du marché et justifient l'intervention des pouvoirs publics afin de modifier l'allocation des ressources. Les autorités disposent pour remplir cet objectif de différents instruments complémentaires qui forment la politique climatique.

### **I. La réglementation, outil principal mais insuffisant qui doit être complété par d'autres instruments**

- La réglementation consiste pour les pouvoirs publics à instaurer des normes qui limitent les quantités d'émission de GES par les agents économiques, ces derniers s'exposant à des sanctions financières en cas de non-respect de cette réglementation.
- Outil relativement simple à mettre en œuvre et au faible coût pour les pouvoirs publics, la réglementation présente toutefois des limites. Elle est parfois difficile à définir quand l'information sur le processus de production n'est pas transparente. De plus, constituée simplement de normes à respecter par les agents producteurs, elle ne les incite pas véritablement à repenser leur comportement (document 1).
- La réglementation doit donc être complétée par d'autres outils plus incitatifs et plus contraignants qui permettent d'internaliser les externalités en attribuant un coût à des effets externes qui n'étaient jusque-là pas pris en compte par le marché.

### **II. Les marchés de quotas à polluer, un instrument intéressant mais qui doit être associé à d'autres**

- Les marchés des permis d'émissions négociables octroient aux entreprises le droit d'émettre une quantité de GES calculée par rapport à ce qu'elles ont émis au cours d'une année de référence. Si l'entreprise n'utilise pas tous ses droits, elle peut les vendre à un autre agent aux besoins en permis supérieurs à ceux dont ils disposent. Ce principe de marchandisation de la politique climatique a été retenu lors de la conférence de Kyoto en 1997 et est appliqué en Europe depuis 2005.
- Ce mécanisme peut avoir un effet incitatif positif pour les entreprises puisqu'elles sont maîtresses de la gestion de leurs droits et donc des éventuelles recettes qu'elles peuvent retirer de leurs ventes.
- Ces marchés fonctionnent selon les principes de la loi de l'offre et de la demande qui aboutissent à la fixation d'un prix d'équilibre. Cependant, si ce prix est fixé trop bas, en raison d'une croissance faible par exemple, cet outil perd son aspect coercitif et les industriels ne sont donc pas engagés à modifier leur combinaison productive (document 2).

### **III. La taxation, un outil fiscal aux effets mitigés : il nécessite alors aussi l'intervention d'autres instruments dans la régulation**

- La taxation (écotaxe) est une mesure fiscale appliquée aux prix des produits polluants et qui en renchérit le coût pour les consommateurs. En vertu de l'élasticité-prix négative de la demande, ces derniers peuvent donc chercher à acheter des produits de substitution aux caractéristiques plus écologiques. Ce changement de comportement potentiel est de nature à inciter les industriels à produire d'une manière plus respectueuse de l'environnement.
- La taxation semble être un outil efficace puisque le montant des taxes environnementales en France n'a progressé que de 0,18 % entre 2007 et 2008 (document 3).
- Toutefois, le faible poids de ces taxes dans le PIB et le total des prélèvements obligatoires amoindrissent le caractère incitatif de cet outil. De plus, sa mise en œuvre dans un contexte d'économie mondialisée peut soulever des problèmes en matière de compétitivité vis-à-vis des pays partenaires et concurrents.

### **Conclusion**

Les pouvoirs publics sont donc amenés à jongler avec trois types d'outils (réglementaires, incitatifs, fiscaux), qui présentent chacun des avantages et des inconvénients, pour les combiner de manière complémentaire et efficace afin d'obtenir un résultat optimal dans le cadre de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

**SUJET : L'analyse en termes de classes sociales est-elle pertinente pour rendre compte de la structure sociale ?**

*(Correction avec Toile SES)*

*Introduction :*

*Accroche :*

*Problématisation avec déf des termes du sujet :*

.

.

.

*Annonce du plan :*

## **1. Certaines caractéristiques de la société actuelle semblent rendre le concept de classe sociale moins pertinent pour analyser la structure sociale...**

### 1.1. La tendance à la moyennisation brouille les frontières de classe

- Rappeler que cette analyse en termes de moyennisation était davantage appropriée à la société des Trente glorieuses.
- Réduction des inégalités de consommation (consommation de masse) + massification scolaire + mobilité sociale (notamment mobilité structurelle liée à l'augmentation des effectifs des PCS les plus qualifiées)
- Idée que l'essentiel des salariés pourrait être regroupé dans une vaste classe moyenne.
- Donc affaiblissement des écarts entre les groupes sociaux. Les critères objectifs permettant de définir une classe sociale semblent moins facilement repérables. RETOUR A LA DEFINITION.

### 1.2. La conscience de classe semble moins évidente dans les catégories populaires

- Document 2. Tendance à s'identifier aux classes moyennes.
- Perte de la fierté ouvrière. Affaiblissement des partis et syndicats censés représenter la classe ouvrière.
- Donc plus difficile de parler de classe pour soi. RETOUR A LA DEFINITION

### 1.3. L'émergence de nouveaux facteurs de différenciation sociale complexifie l'analyse de la structure sociale

- Age, genre, minorités visibles, statut de l'emploi : facteurs de différenciation internes aux différents groupes sociaux et qui traversent les différents groupes sociaux. Ferait perdre de sa pertinence à l'analyse en termes de classes sociales.
- Les mobilisations proviennent de nouveaux motifs, d'appartenance et de préférences individuelles : conflits pour l'égalité entre genres, pour la reconnaissance des minorités, pour l'égal accès aux droits fondamentaux, pour l'environnement. La lutte des classes n'est pas pertinente pour analyser ces conflits. RETOUR A LA DEFINITION.

## **2. ... mais ce concept reste un outil important pour comprendre la structure sociale**

### 2.1. La bourgeoisie demeure une classe en soi et pour soi

- Forts patrimoines (document 4).
- Entre-soi des membres de la haute bourgeoisie qui est une stratégie de mobilisation (voir Pinçon-Charlot et Pinçon) : enrichir son capital social et son capital culturel dès l'enfance.
- Document 3 pour la capacité à se mobiliser pour défendre ses intérêts.
- Forme une classe en soi et pour soi. RETOUR A LA DEFINITION.

### 2.2. Les inégalités continuent de structurer la société en groupes hiérarchisés

- Document 1 : inégalités d'espérance de vie.
- Rappeler que les inégalités sont cumulatives : logement, santé, revenu, patrimoine, culturelles, etc.
- Document 4 : inégalités de patrimoine.
- Préciser que les inégalités ont au minimum cessé de se réduire depuis trente ans, voire même recommencent à se creuser.
- Critères objectifs permettant de définir une classe sociale demeurent repérables. RETOUR A LA DEFINITION.

### 2.3. La place des catégories populaires dans la structure sociale demeure caractéristique et elles n'ont pas perdu toute conscience de classe

- Place caractéristique dans les rapports de production : ouvriers + employés = salariat d'exécution. Peu d'autonomie, peu de prestige. Exposés au chômage et à la précarité. Rapport précaire à l'avenir. Donc intérêts communs à défendre. RETOUR A LA DEFINITION.
- Forte reproduction sociale : développer analyse en termes de capital culturel, la question de l'école.
- Conscience de classe et mobilisation persistent. Voir les récents conflits : PSA, Renault, Arcelor-Mital, etc.

## **CONCLUSION**

Certaines évolutions depuis les Trente glorieuses – moyennisation, nouveaux critères de différenciation, affaiblissement de la conscience de classe et des mobilisations – ont pu laisser penser que l'analyse en termes de classes sociales n'était plus pertinente pour étudier la structure sociale. Mais la persistance d'inégalités cumulatives – voire leur creusement depuis une trentaine d'années – ainsi que la reproduction sociale permettent de mettre en évidence l'existence d'une hiérarchie entre groupes sociaux. Il existe donc toujours des critères objectifs permettant de repérer des classes en soi à partir d'une même place dans les rapports de production (Marx), par le fait que leurs membres partagent une situation économique et des chances de vie communes (Weber) ou par une même place dans l'espace social (Bourdieu). Par ailleurs, les membres de la bourgeoisie continuent d'avoir une réelle conscience de leurs intérêts communs et savent se mobiliser pour les défendre : ils forment donc une classe pour soi au sens de Marx, c'est-à-dire une classe mobilisée qui agit comme un acteur collectif. Il est en revanche plus difficile de parler d'une réelle classe pour soi pour les catégories populaires qui s'identifient en partie aux classes moyennes et ont vu leur place largement fragilisée au niveau symbolique. Les définitions de Weber et Bourdieu – conceptions nominalistes – semblent alors particulièrement plus pertinentes pour analyser ces catégories. De manière un peu paradoxale, la classe ouvrière existerait donc au sens de Weber, mais plus au sens de Marx !

Cependant, ce recul de la dimension politique des classes sociales n'est-il qu'une parenthèse ? D'après Louis Chauvel, l'existence de classes sociales mobilisées obéit à un cycle historique. La situation actuelle se caractérise par une aggravation des inégalités qui pourrait déboucher vers un renouveau des "identités de classe", donc d'une conscience de classe partagée par tous les perdants du système économique et social actuel.